



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**LAT Nitrogen France SAS**

Usine de Grandpuits  
CS 20798  
77720 Mormant

Références : E/26- 0323

N° Helios : 63275

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur le sujet risques accidentels.

L'inspection a porté principalement sur les suites de l'inspection « renforcée » des 13 et 14 avril 2022 qui était répartie en 5 grandes thématiques. L'inspection du 15 janvier 2026 a traité les suites des thématiques suivantes :

- Thématique 3 : Mesures de maîtrise des risques (MMR)
- Thématique 4 : Retour d'expérience (REX)

A noter que la thématique 5 sur les Shunts n'avait pas fait l'objet de suites.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE communément appelée Usine de Grandpuits a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares. Elle a été rachetée en 2023 par le groupe AGROFERT.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alkali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO<sub>2</sub>),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle est également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré du fait de la présence de cette usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité. Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Fibre optique	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article E	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Conduite incidentelle	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Indépendance de la MMR 4	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
9	Tests et maintenance	Arrêté Ministériel du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Identification des composants de la MMR 1	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, alinéa 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
13	Gestion du retour d'expérience	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
14	Fiche de vie MMR	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage ammonitrates	Arrêté Ministériel du 13/10/2010, article 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Détection ammoniac – unité Carbo2	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Gestion du vieillissement des MMR	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Conduite incidentelle	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Pérennité des actions correctives	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, alinéa 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection portait notamment sur les suites de l'inspection renforcée des 13 et 14 d'avril 2022 qui n'ont pas pu être traitées lors de l'inspection du programme pluriannuel de contrôle du 13 novembre 2025.

L'inspection a traité 15 fiches d'écarts relevés lors de l'inspection renforcée de 2022. Parmi ces 15 fiches, 6 observations et 4 non-conformités ont été soldées. Cependant, les écarts portant sur l'identification des MMR, le suivi du retour d'expérience ou encore l'indépendance de la chaîne instrumentée de la MMR2 située dans l'unité de production de KSA, n'ont pas été soldés.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> application du DT84 et de la circulaire du 10 mai 2010
<b>Constats :</b>  <u>Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :</u> <b>Non-conformité :</b> Il convient que l'exploitant analyse la situation et mette en œuvre les actions correctives nécessaires pour garantir la protection de la ligne contre les surpressions. Il convient que l'exploitant identifie et analyse les causes de cette erreur de dimensionnement et mette en place des actions permettant de garantir que celles-ci n'ont pas affecté le dimensionnement d'autres organes de protection.  <u>Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :</u> Dans sa réponse en date du 23/04/2024, l'exploitant indique que les soupapes PSV1501 et PSV1502 sont tarées à 20 bar. Selon l'exploitant, cette valeur est en accord avec le dimensionnement de la tuyauterie PN155044E81 (ligne d'ammoniac sous forme gazeux). Cependant, en salle, l'exploitant n'a pas justifié la pression maximale admissible de cette tuyauterie.  Par ailleurs, l'exploitant indique que le fonctionnement des capteurs de pression haute PSH155B/C/D se fait sur la plage 0-40 bar. En outre, l'exploitant indique que ces capteurs se déclenchent à partir d'une pression de 18 bar. Cependant, les derniers rapports de vérification de ces capteurs n'ont pas été présentés.  La non-conformité relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est remplacée par la suite ci-dessous ;  <b>Suite n°15012026-1 :</b> L'exploitant transmettra les documents justifiant de la pression maximale admissible de la ligne d'ammoniac gazeux PN155044E81 et les justificatifs garantissant la protection de cette ligne contre les surpressions, ainsi que ceux garantissant la protection de la ligne d'ammoniac liquide 6NH15FS012E14 contre les surpressions au regard du positionnement altimétrique de l'organe de sécurité et de la pression associée à la colonne de liquide contenue entre cet organe et le point bas de la canalisation. Il transmettra également les derniers rapports de vérification des capteurs de pression haute PSH155B/C/D.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Stockage ammonitrates**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/10/2010, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Marquage au sol
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Engrais 4702-I (à l'exception de ceux dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est de 15,75 % en poids ou moins) et 4702-II ou 4702-III non conformes.</p> <p>Lorsqu'un exploitant s'aperçoit que des engrais réputés conformes sont en réalité non conformes, il prévient aussitôt l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces engrais non conformes sont stockés à une distance de 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible listée à l'article 10.1 du présent arrêté en attente de leur neutralisation.</p> <p>L'exploitant met en place un programme d'inertage ou de recyclage permettant de faire disparaître le risque de détonation de ces engrais non conformes au plus vite.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :</u></p> <p><b>Observation :</b> Il convient que le marquage au sol de la case d'isolement de l'atelier d'ensachage-expédition soit visible dans la durée et ne nécessite pas d'être redessiné trop fréquemment.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :</u></p> <p>Lors de la visite à l'atelier d'ensachage-expédition, l'inspection a constaté un marquage au sol matérialisant les 10 m autour de la case d'isolement des engrais non-conformes.</p> <p><b>L'observation relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Fibre optique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article E
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiabilité et maintenance de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et</p>



fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Observation :** L'exploitant est encouragé à poursuivre sa démarche de recherche de solutions pour pallier les difficultés de la sous-traitance concernant la dépose et la pose de portions de fibre optique lors de travaux de maintenance. Toutes les pistes de réflexion telles qu'une supervision accrue, une amélioration de la signalétique, de la formation des sous-traitants doivent être étudiées.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

Dans sa réponse par courrier en date du 28/04/2023, l'exploitant indique qu'une sensibilisation du personnel sous-traitant a été réalisée lors du grand arrêt des installations du 2022 à l'occasion des plans de prévention et de réunions quotidiennes (des plaquettes et posters de sensibilisation à la casse de la fibre optique ont été distribués et/ou affichés). De plus, il prévoit un plan d'action 2023 pour recourir à une entreprise habilitée spécifiquement en maintenance de la fibre optique.

En salle, l'exploitant indique que suite à un appel d'offre en 2024, un prestataire qualifié a été choisi début 2025 pour intervenir notamment sur la fibre optique. En prévision d'un éventuel dysfonctionnement de la fibre optique nécessitant une intervention rapide sur cette MMR, l'exploitant souhaite que le fabricant de la fibre optique fournisse une formation aux personnels du prestataire mais également aux employés de LAT-Nitrogen en charge de la maintenance et de la supervision des interventions sur cette fibre optique. Selon l'exploitant un devis pour cette formation a été signé. Celle-ci doit être dispensée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2026.

**L'observation relevée lors de l'inspection renforcée des 13 et 14 avril 2022 est soldée.**

**Suite n°15012026-2 :** L'exploitant transmettra une copie du devis signé relatif à la formation du personnel et de celui du prestataire intervenant sur la fibre optique par le fabricant de la fibre optique visant à sensibiliser et prévenir la casse de la fibre optique. L'exploitant transmettra également les justificatifs attestant de la qualification des personnels de la société prestataire intervenant pour la maintenance de la fibre optique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 4 : Détection ammoniac – unité Carbo2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Description de la MMR M 1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :</u></p> <p><b>Observation :</b> Au 3.4.1. du chapitre 2 du volume 7.1 de l'EDD, un tableau présente par ailleurs le capteur AT13702 comme « 4 points de prélèvement, reliés à 1 analyseur ». Lors de la visite, il a été constaté qu'il n'y avait qu'un seul point de prélèvement. Ce point doit également être corrigé.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :</u></p> <p>Dans sa réponse par courrier en date du 28/04/2023, l'exploitant indique qu'il y a effectivement un seul point de prélèvement relié à un analyseur et que ce point sera corrigé dans l'EDD.</p> <p>Toutefois, suite à l'arrêt de l'unité Carbo2 notifié en juin 2024 et à son démantèlement, <b>l'observation de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Gestion du vieillissement des MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures encadrant le suivi des MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>À l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une</p>

méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Observation :** Les tests des MMR doivent être encadrés par des procédures permettant de veiller à l'adéquation des tests réalisés avec la fiche MMR et les fonctions associées au matériel dans l'EDD.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

Dans sa réponse par courrier en date du 28/04/2023, l'exploitant indique que la gestion des IPS/MMR est encadrée par la procédure SEC 2/006 "Gestion des mesures de sécurité classée IPS-MMR" et que chaque test fait l'objet d'une fiche.

En salle, l'exploitant a présenté la procédure MTN 2/026 « Gestion du cycle de vie des systèmes critiques de sécurité instrumentés » applicable depuis le 29 mai 2024 dont l'objectif est d'encadrer la gestion du cycle de vie des systèmes critiques de sécurité instrumentés (SCIS). Cette procédure aborde notamment la conception, l'installation, la maintenance requise, ainsi que le démantèlement des équipements SCIS. Post-inspection, la procédure MTN 2/026 « Gestion du cycle de vie des systèmes critiques de sécurité instrumentés » a été transmise.

Par sondage, l'Inspection a vérifié la maintenance de la 3-MMR7 et plus précisément les éléments détecteurs basses pression PSL 2146 A/B/C. La fiche de test en date du 20/05/2025 ne mentionne pas de non-conformité.

L'exploitant indique en outre, que le programme de maintenance des équipements est réalisé dès leurs achats notamment via la documentation fournie par le fournisseur/constructeur (fréquences et typologies de test à faire). Le suivi est réalisé sous le logiciel SAP.

**L'observation du point de contrôle de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Conduite incidentelle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conduite pour réalisation de la MMR 37

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au



niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Non-conformité :** La nécessité de fermer manuellement la vanne alcali en cas de détection sur la section F doit être clarifiée. Ensuite, les informations présentées dans l'EDD et les procédures à réaliser doivent être mises en cohérence avec la réalité.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

Dans sa réponse en date du 28/04/2023, l'exploitant indique que la vanne manuelle alcali permet d'isoler le circuit si besoin pour de la maintenance mais ne constitue pas un organe de sécurité. Seule la fermeture des vannes SV5119 et SV5160 permet la mise en sécurité d'une détection de fuite en section F. La fiche MMR 37 a été mise à jour en conséquence et jointe à la réponse.

**La non-conformité relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.**

En salle, l'exploitant a présenté la fiche de maintenance de la vanne SV5119, constitutive de la MMR-37, datée du 02/08/2024. Cette fiche ne mentionne pas de non-conformité. Cependant, le temps de réponse de la fermeture de cette vanne n'est pas mentionné, alors que la fiche de la MMR-37 mise à jour stipule que la fermeture de la vanne SV519 doit se faire en moins de 60 secondes. Selon l'exploitant, lors du test, la fermeture de la vanne SV5119 s'est faite en moins de 5 secondes. L'exploitant reconnaît que le temps de fermeture de la vanne SV5119 n'est pas tracé.

**Suite n°15012026-3 :** L'exploitant intégrera le temps de fermeture de la vanne SV5119 dans la fiche de maintenance.

En outre, l'exploitant a précisé que suite à l'arrêt de l'unité de production d'ammoniac sur le site de Grandpuits, la vanne SV5160 (située en sortie du séparateur S1504) n'est plus maintenue.

**L'Inspection rappelle que ces éléments devront être pris en compte lors de la révision du volume 2 de l'EDD, attendu en janvier 2026.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Conduite incidentelle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité des informations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Observation :** Le document présentant les séquences en cas d'incident dans la salle de contrôle doit être complété.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

Lors de la visite en salle de contrôle, l'Inspection a constaté la présence de la liste des MMR (dit registre MMR) dans le bureau du chef de quart. De plus, un opérateur a présenté sur son écran la vue du Système numérique de contrôle commande (SNCC) des séquences accidentelles.

**L'observation du point de contrôle de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Indépendance de la MMR 4**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fiabilité des MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou



figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Non-conformité : il appartient à l'exploitant de maintenir ses MMR au niveau de fiabilité décrit dans l'EDD.**

Constat relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

L'Inspection constate dans la révision 6 du volume 4 de l'EDD de mai 2021, que la boucle de sécurité de la 4-MMR2, associée aux événements redoutés ER 1 et ER 7/9, est composée de :

- 1) 6 détecteurs NH3 implantés dans l'atelier : AT3905 A/B/C/D/E/F
- 2) Séquence de sécurité via APS HIMA
- 3) Fermeture de la vanne PV3701 sur le tronçon d'alimentation NH3

En salle l'exploitant indique que les 6 détecteurs AT 3905A/B/C/D/E/F se situent à divers endroits dans l'atelier KSA, et ce afin de détecter une éventuelle fuite d'ammoniac au sein de cette unité.

Selon l'exploitant, 4 de ces 6 capteurs sont reliés à une même carte d'entrée analogique APS et 2 autres capteurs sont quant à eux reliés à une autre carte APS. Ainsi, en cas défaillance d'une des deux cartes analogiques, plusieurs capteurs deviendraient inopérants. En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du maintien du niveau de maîtrise des risques en cas de défaillance d'une des cartes APS.

**Suite n°15012026-4 : L'exploitant fournira un plan avec la localisation de ces 6 capteurs, ainsi qu'un schéma conceptuel de la chaîne instrumentée de cette MMR.**

En l'absence de justification d'indépendance, de la chaîne instrumentée, la non-conformité relevée lors de l'inspection renforcée des 13 et 14 avril 2022 est maintenue. Le cas échéant, l'exploitant justifiera des mesures compensatoires mises en place en cas de défaillance d'une des cartes APS impliquant l'inopérabilité de plusieurs capteurs ; et ce afin de maintenir le niveau de maîtrise des risques décrit dans l'étude de dangers.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis dans sa réponse d'avril 2023, le rapport d'intervention de maintenance préventive des cartes APS KSA-NASC qui préconise des recommandations d'intervention.

**Suite n°15012026-5 : L'exploitant justifiera de la réalisation de ces recommandations et transmettra le dernier rapport de vérification des deux cartes APS.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 9 : Tests et maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/06/2009, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des dérives des MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Observation :** Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la robustesse de son organisation relative à la fiabilité et la maintenance des MMR, notamment en cas d'absence ou d'indisponibilité de la personne en charge de la thématique.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

En salle, l'exploitant a présenté la procédure MTN 2/026 portant sur la gestion du cycle de vie des systèmes critiques (MMR et IPS), couvrant l'organisation mise en place dans le cadre de l'installation, la maintenance et le démantèlement temporaire ou définitif des MMR.

En outre, l'exploitant explique que seul le spécialiste instrumentation et maintenance, employé de LAT-Nitrogen, détient la compétence pour le calcul des boucles SIL. Cette compétence est nécessaire lors de l'installation d'un nouvel équipement au sein des installations. L'exploitant explique cependant, que les instrumentistes et les électriciens (employés de LAT-Nitrogen) ont reçu une formation « Quali-SIL » afin de procéder au remplacement d'un équipement par un équipement similaire, par ailleurs déjà présent dans le stock de fourniture de l'établissement. L'exploitant a également transmis post-inspection les certificats de compétence en tant que « Chargé d'installation ou de Maintenance de SIS » pour deux prestataires, ainsi que leur habilitation en cours de validité pour le diagnostic, la réparation et le dépannage des sécurités instrumentées.

L'exploitant indique cependant, que la présence du spécialiste instrumentation et maintenance reste nécessaire pour la mise en place de nouveaux équipements. En son absence, des mesures compensatoires sont prises. À défaut, l'installation est mise à l'arrêt.



En outre, l'exploitant a transmis post-inspection, la procédure MTN 2/026 « Gestion du cycle de vie des systèmes critiques de sécurité instrumentées » qui était mentionnée comme initiée dans sa réponse du 28/04/2023 suite au rapport de l'inspection renforcée d'avril 2022.

**Suite n°15012026-6 :** L'observation relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 n'est pas soldée. Il est attendu de l'exploitant qu'il entame une réflexion sur la nécessité de doubler la compétence détenue par le spécialiste instrumentation et maintenance, en particulier pour le calcul des boucles SIL.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Identification des composants de la MMR 1**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, alinéa 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Identification des MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Observation :** Il convient que l'exploitant mette en place une identification sur le terrain des différentes MMR afin de garantir une vigilance particulière, au quotidien, de la part des agents de terrain sur ces équipements.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

En salle de contrôle, l'exploitant a présenté la liste des MMR pour chaque unité du site. Par échantillonnage, l'Inspection a demandé à vérifier sur le terrain le marquage de la 2-MMR « BC 5201 », et la MMR « PSL 3701 KSA » qui est un capteur de pression situé dans l'unité KSA.

L'inspection a constaté que la MMR BC 5201 était marquée comme étant une MMR ; alors que cette information manquait sur la MMR PSL 3701 KSA.

**Suite n°15012026-7 :** L'observation relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 n'est pas soldée. Il est attendu que l'exploitant procède au marquage du capteur PSL 3701 KSA comme étant une MMR. En outre, il s'assurera que les barrières valorisées comme des MMR au sein de son

établissement portent bien cette mention. Le cas échéant, il fournira un échéancier de la mise en œuvre de cette vérification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Valorisation des couronnes d'extinction vapeur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Observation :** Il convient que l'exploitant se positionne sur l'utilité de ce système et mette en œuvre en cohérence avec cette utilité les contrôles et la maintenance requis. L'exploitant transmettra à l'inspection le détail des actions engagées.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

Dans sa réponse du 23 avril 2023, l'exploitant a transmis le procès verbal de réception des travaux sur la couronne d'extinction vapeur. En outre, l'exploitant indique que cette couronne a été installée pour palier à un incendie impliquant du dihydrogène, substance qui n'est plus présente sur site selon l'exploitant.

L'observation relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.

L'inspection rappelle qu'en cas de redémarrage de l'unité de production d'ammoniac, les différents équipements entrant dans la défense incendie de cette unité, dont cette couronne d'extinction, devront être vérifiés en amont.

Type de suites proposées : Sans suite



N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat général des dispositifs de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Entretien des moyens d'intervention</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état [...] L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition [...] de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :</u></p> <p><b>Non-conformité :</b> Il convient que l'exploitant s'assure que les contrôles et la maintenance effectués sur les systèmes d'extinctions incendie situés en salle des machines, permettent de garantir la conformité et la disponibilité de ces derniers.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :</u></p> <p>L'exploitant explique que la salle machine, contenant des huiles, se situe au niveau de l'unité de production d'ammoniac. Il explique que du fait de l'arrêt de cette unité, les travaux de maintenance, notamment sur le système d'extinction, n'ont pas été réalisés.</p> <p><b>La non-conformité relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.</b></p> <p><b>L'inspection rappelle qu'en cas de redémarrage de l'unité de production d'ammoniac, les différents équipements entrant dans la défense incendie de cette unité, dont cette couronne d'extinction, devront être vérifiés en amont.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 13 : Gestion du retour d'expérience

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Retour d'expérience
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• être signalées et enregistrées ;</li><li>• être hiérarchisées, analysées et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.</li></ul> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée. Sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois d'avril de chaque année :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;</li><li>• la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :</u></p> <p><b>Non-conformité :</b> il appartient à l'exploitant de s'assurer que les anomalies et défaillances de MMR (y compris celles liées à la répétition de signaux faibles) soient identifiées, tracées et analysées dans le cadre de la gestion du retour d'expérience. Ce retour d'expérience doit permettre d'alimenter les hypothèses de l'EDD, notamment sur les niveaux de confiance des MMR.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté en salle l'outil mis en place permettant de tracer les dysfonctionnements ainsi que les shunts intentionnels pour la maintenance des MMR et MMRI.</p> <p>L'exploitant indique avoir prévu d'organiser une réunion en 2026 dont l'objectif est de trier les dysfonctionnements des MMR/MMRI survenus durant l'année 2025, de les analyser et le cas échéant de mettre en place des actions correctives.</p> <p>L'exploitant prévoit d'étendre ultérieurement cette démarche aux IPS.</p> <p>La non-conformité relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est remplacée par la suite n°15012026-8 ci-dessous.</p>



Suite n°15012026-8 : Il est attendu que l'exploitant procède rapidement à l'analyse des dysfonctionnements des MMR/MMRi survenus durant l'année 2025, et à la mise en place de mesures correctives, le cas échéant. Il fournira un justificatif de réalisation de cette analyse et des actions correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Fiche de vie MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Non-conformité :** L'exploitant doit mettre en place une organisation qui, pour chacune de ses MMR, permette de recenser l'ensemble des défaillances et signaux faibles survenus sur celle-ci, afin d'alimenter correctement le REX.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

L'exploitant a présenté en salle l'outil mis en place permettant de tracer les dysfonctionnements ainsi que les interventions sur les MMR et MMRi (cf. Fiche n°13). Sur l'année 2025, le tableau présenté comporte 29 lignes correspondant à des interventions curatives ou préventives sur des MMR et MMRi. L'exploitant indique que l'analyse ligne à ligne sera faite en 2026 (cf. Fiche n°13).

**La non-conformité relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.**

L'exploitant indique que le retour d'expérience des incidents survenus au sein des sites du groupe LAT-Nitrogen est par ailleurs pris en compte au travers d'une causerie mensuelle axée sur la sécurité. Cela permet, selon l'exploitant, une sensibilisation du personnel sur un poste.

Enfin, l'exploitant mentionne que le retour d'expérience sur les incidents notables est dispensé aux nouveaux arrivants sur un poste au travers d'un temps dédié dans le cadre de leur formation. Ainsi, le retour d'expérience de chaque installation est archivé dans des classeurs, mis à jour régulièrement. La dernière mise à jour date du 25/03/2021 n'inclut pas encore l'incident du wagon de propylène survenu 24/01/2025.

Selon l'exploitant, ces deux approches du retour d'expérience permettent notamment aux nouveaux arrivants d'être sensibilisés à la culture du risque.

**Suite n°15012026-9 :** L'exploitant mettra à jour les classeurs des retours d'expérience en intégrant les événements survenus depuis le 23/03/2021. En outre, il indiquera la manière selon laquelle il s'assure que les événements récents, pour lesquels les classeurs de retour d'expérience n'ont pas été mis à jour, sont bien pris en compte dans le cadre du retour d'expérience. Le cas échéant, l'exploitant définira une fréquence pour cette mise à jour des classeurs des retours d'expérience.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 15 : Pérennité des actions correctives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, alinéa 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Retour d'expérience

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

**6. Surveillance des performances**

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 :

**Non-conformité :** il convient que l'exploitant mette en œuvre et maintienne les actions correctives issues du retour d'expérience. Il convient que l'exploitant dispose d'une organisation permettant de garantir que les enseignements issus du retour d'expérience sont valorisés pour exclure la reproduction des situations incidentelles ou accidentelles.

Constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2026 :

En salle, l'exploitant indique que le « purgal » fait partie de l'unité de production qui est à l'arrêt depuis 2022. L'exploitant explique en outre qu'un tableau situé en salle de contrôle permet au personnel de LAT-Nitrogen de connaître les équipements consignés. Lors de la visite du site,



l'inspection a constaté la présence de ce tableau.

L'exploitant indique que le plan individuel de formation ne comprend pas le retour d'expérience. Celui-ci est abordé lors d'une causerie mensuelle et au travers de la formation sur le retour d'expérience (cf. Fiche n°14).

**La non-conformité relevée lors de l'inspection des 13 et 14 avril 2022 est soldée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**